

« La Grèce attend du pape le rejet définitif de tout prosélytisme »

JEAN PAUL II a commencé, vendredi 4 mai à Athènes, son 93^e pèlerinage hors d'Italie qui le conduira également en Syrie et à Malte. Le pape, qui fêtera ses quatre-vingt-un ans le 18 mai, se rend pour la première fois en Grèce. Le théologien Jean-François Colosimo explique, dans un entretien au *Monde*, pourquoi l'Eglise orthodoxe grecque n'a accepté qu'à contrecoeur la venue de Jean Paul II.

« Comment expliquez-vous les réactions réservées, voire hostiles, de l'Eglise orthodoxe à la visite du pape en Grèce ? »

- Parce que l'objectif de cette visite semble brouillé aux orthodoxes. S'agit-il d'une visite "pastorale" ? Mais où sont les fidèles du pape, dans ce pays qui ne compte même pas 50 000 catholiques ? S'agit-il d'un simple pèlerinage sur les pas de l'apôtre Paul, comme on le dit à Rome ? Mais où est la discrétion propre à ce type de démarche ? L'ambiguïté des voyages du pape irrite les orthodoxes. Quand il n'est pas invité comme chef religieux, il se fait inviter comme chef d'Etat. C'est ce qui s'est passé hier en Géorgie, ce qui se passe aujourd'hui en Grèce et se passera demain en Ukraine. L'Etat grec donne des gages de sa volonté d'intégration européenne, mais l'Eglise refuse une Europe qui nierait sa spécificité orthodoxe.

- La violence des réactions à la suppression de la mention "orthodoxe" sur la carte d'identité des citoyens grecs n'a-t-elle pas choqué tous les pays de l'Union européenne ?

- Les Grecs ont le sentiment d'être isolés, mal compris en Euro-



JEAN-FRANÇOIS COLOSIMO

pe. Ils sont l'un des peuples qui ont le plus souffert au XX^e siècle. Qu'on se souvienne de la "grande catastrophe" des années 1922-1923, quand les populations grecques ont été déplacées d'Asie mineure, puis de l'embarquement des guerres balkaniques, de celles du Proche-Orient, l'affirmation des nationalismes qui ont vidé ces régions de toute présence hellénique. Qu'on pense à l'affaire de Chypre, à la suprématie de la Turquie dans la stratégie américaine, à l'apparition de la République de Macédoine, à l'émergence d'une grande Albanie...

» Autrement dit, les Grecs se retrouvent limités à l'espace de la petite Hellade qui, pour eux, n'est pas le centre du monde. Leur histoire, qui compte deux millénaires et demi, c'est celle de l'hellénisme et, pour eux, des villes comme Constantinople ou Alexandrie sont, autant qu'Athènes, des "métropoles". L'hellénisme dépasse l'ethnisme grec. Il y a un hellénisme juif qui a donné la Bible des Septante, un hellénisme chrétien puisque le grec est la langue des Evangiles. La Grèce se veut l'héritière des sept premiers conciles œcuméniques et des princi-

aux Pères de l'Eglise. Elle a donc du mal à se reconnaître dans l'histoire chrétienne vue d'Occident.

- Comment l'Eglise orthodoxe peut-elle prêter main-forte à un nationalisme qui, même légitimé par l'histoire et les souffrances subies, paraît peu compatible avec l'intégration à l'Union européenne ?

- Les Grecs ne pourront jamais oublier que c'est l'Eglise orthodoxe qui a préservé la continuité de leur culture et de leur langue, garanti leur liberté pendant près de quatre siècles d'occupation ottomane, enseigné la nation, propagé les idées d'émancipation, pris la tête, au XIX^e siècle, du combat pour l'indépendance. Cette Eglise a payé le prix fort de ces luttes, a eu ses martyrs. Ses moines, ses prêtres mariés, aujourd'hui encore, sont très proches de la population.

» Comment, dans ces conditions, ne serait-elle pas populaire ? Comment s'étonner qu'elle ait fait descendre dans la rue, pour défendre ces racines, 500 000 personnes à Athènes (2,5 millions à l'échelle de la France) ? Non pas, comme on l'a dit, pour un combat archaïque et par refus de l'Europe. Ce que refuse le primat de Grèce, Mgr Christodoulos, c'est une Europe technocratique qui nierait les identités, une Europe qui ne serait pas fidèle à son héritage biblique, à la défense de valeurs communes et d'une convivialité hors de laquelle on tomberait dans la barbarie. En France, l'homme qui dit non à la mondialisation est forcément un paysan : c'est José Bové. En Grèce, c'est forcément un prêtre, un évêque. Mgr Christodoulos, c'est le José Bové de la Grèce.

- N'y a-t-il pas un contentieux avec Rome qui tient à la nature même du ministère du pape ?

- C'est un contentieux marqué par les souvenirs de l'"uniatisme", c'est-à-dire des tentatives menées par Rome, pendant au moins quatre siècles, pour conquérir des positions et convertir des populations dans des terres orthodoxes. La mémoire orthodoxe est celle d'une prédation spirituelle. La confiance dans le pape est donc très ébranlée. Ce qui empêche catholiques et orthodoxes de se réconcilier, c'est bien la figure de la papauté, celle du "pasteur" à prétention universelle. Le christianisme ne peut pas se réduire à une morale, ni à un système juridique. Sa figure éminente en est le pêcheur. Malgré les qualités évidentes de Jean Paul II, elle n'est pas la figure du pape infallible.

» Ce n'est donc pas seulement l'exercice de la "primauté" de l'évêque de Rome qu'il faudrait revoir comme Jean Paul II le suggérait lui-même dans son encyclique œcuménique de 1995 *Ut unum sint*, mais c'est le sens que les uns et les autres, catholiques et orthodoxes, veulent donner au christianisme. C'est en Grèce et en Russie que le pape a le moins de raisons de s'imposer parce que le christianisme qui est là-bas est à la fois le plus proche et le plus divergent de celui qu'il représente. Aussi les orthodoxes ne demandent-ils pas à Jean Paul II de faire repentance, mais ils souhaitent un geste clair, en particulier le rejet définitif de toute forme d'uniatisme et de prosélytisme. »

Propos recueillis par
Henri Tincq